

# **CONVENTION d'expérimentation d'une procédure de MEDIATION PREALABLE OBLIGATOIRE (MPO) entre le Centre de Gestion du Finistère et la Communauté de communes du pays de Landerneau Daoulas,**

## **Préambule**

L'article 5-IV de la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIème siècle prévoit que les recours contentieux formés par les agents publics à l'encontre de certains actes administratifs relatifs à leur situation personnelle, peuvent faire l'objet d'une médiation préalable obligatoire, dans le cadre d'une expérimentation jusqu'au 18 novembre 2020 (à ce jour).

La médiation est un dispositif novateur qui a vocation à désengorger les juridictions administratives. Elle vise également à rapprocher les parties dans le cadre d'une procédure amiable, plus rapide et moins coûteuse qu'un contentieux engagé devant le juge administratif.

Le Centre de Gestion du Finistère s'est porté volontaire pour cette expérimentation et a été inscrit sur l'arrêté du 2 mars 2018 précisant les modalités de mise en œuvre de la médiation préalable obligatoire. Le Centre de Gestion souhaite de cette manière se positionner en tant que "tiers de confiance" auprès des élus-employeurs et de leurs agents.

La mission de médiation préalable obligatoire est assurée par le Centre de Gestion du Finistère sur la base de l'article 25 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, au titre du conseil juridique. La présente convention détermine les contours et la tarification de la mission de médiation.

## **ENTRE**

Le **Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Finistère**, dénommé ci-après « CDG29 », représenté par son Président, Monsieur Yohann NEDELEC, agissant en vertu de la délégation accordée par les délibérations du Conseil d'Administration du 29 novembre 2017 conformément aux articles 23 et 25 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, et aux articles 27 et 28 du décret 85-643 du 25 juin 1985,

## **ET**

La Communauté de communes du pays de Landerneau Daoulas, représentée par son Président, Monsieur Patrick LECLERC, agissant en vertu de la délibération du conseil communautaire en date du 7 décembre 2018, ci-après désigné « la collectivité »,

**Vu** le code de Justice administrative,

**Vu** la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIe siècle,

**Vu** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant disposition statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 25,

**Vu** le décret n° 2018-101 du 16 février 2018 portant expérimentation de la médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la fonction publique et de litiges sociaux,

**Vu** l'arrêté du 2 mars 2018 relatif à l'expérimentation d'une procédure de médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la fonction publique territoriale,

**Vu** les délibérations du 24 novembre 2017 du CDG 29 relatives à sa participation à l'expérimentation nationale de la médiation préalable obligatoire aux recours contentieux, et aux modalités de conventionnement

Il est convenu ce qui suit :

### **Article 1 : Objet de la convention et de l'expérimentation**

La médiation préalable régie par la présente convention consiste, avec l'aide du CDG29 désigné comme médiateur en qualité de personne morale, à parvenir à la résolution amiable d'un litige entre un agent et son employeur, dans le cadre d'une des situations statutaires visées à l'article 6 ci-dessous.

Il ne s'agit pas de se substituer aux discussions entre les services ressources humaines, les organisations syndicales et les agents : l'intervention du médiateur est un substitut au Tribunal Administratif dès lors que ces échanges préalables ont échoué et que l'agent envisage de saisir le juge administratif.

L'accord auquel parviennent les parties ne peut porter atteinte à des droits dont elles n'ont pas la libre disposition.

La Médiation Préalable Obligatoire (MPO) constitue une forme particulière de la médiation à l'initiative des parties définie à l'article L. 213-5 du code de justice administrative.

### **Article 2 : Durée de la convention**

Les parties conviennent d'expérimenter la médiation préalable obligatoire (MPO) prévue à l'article 5 de la loi n°2016-1547 du 19 novembre 2016 et au décret n°2018-101 du 16 février 2018 pour toute la durée de cette expérimentation.

La présente convention s'appliquera à toute décision entrant dans le champ de l'expérimentation prise à compter du 1<sup>er</sup> avril 2018 sous réserve d'une adhésion de la collectivité au principe de médiation préalable obligatoire, et sous condition d'une saisine du médiateur dans le délai de recours contentieux.

### **Article 3 : Désignation du médiateur**

Les personnes physiques désignées par le CDG29 pour assurer la mission de médiation doivent posséder, par l'exercice présent ou passé d'une activité, la qualification requise eu égard à la nature du litige. Elles doivent en outre justifier, selon le cas, d'une formation ou d'une expérience adaptée à la pratique de la médiation.

Elles s'engagent expressément à se conformer à la Charte des médiateurs des Centres de Gestion et notamment à accomplir leurs missions avec impartialité, compétence, neutralité, indépendance et diligence.

## **Article 4 : Confidentialité**

Sauf accord contraire des parties, la médiation est soumise au principe de confidentialité. Les constatations du médiateur et les déclarations recueillies au cours de la médiation ne peuvent être divulguées aux tiers ni invoquées ou produites dans le cadre d'une instance juridictionnelle sans l'accord des parties.

Il est toutefois fait exception à ces principes dans les cas suivants :

- En présence de raisons impérieuses d'ordre public ou de motifs liés à la protection de l'intégrité physique ou psychologique d'une personne,
- Lorsque la révélation de l'existence ou la divulgation du contenu de l'accord issu de la médiation est nécessaire pour sa mise en œuvre.

## **Article 5 : Rôle et compétence du médiateur**

Le médiateur organise la médiation (lieux, dates, et heures) dans des conditions favorisant la confidentialité, un dialogue et la recherche d'un accord.

Il ne dispose d'aucun pouvoir pour trancher le litige et ne peut contraindre une partie à accepter un accord.

Il accompagne à leur demande les parties dans la rédaction d'un accord et informe le cas échéant le juge de ce qu'elles sont ou non parvenues à un accord.

## **Article 6 : Domaine d'application de la médiation**

Les litiges définis par le décret n° 2018-101 du 16 février 2018, soit, à ce jour, relatifs aux décisions ci-après sont soumis à la médiation :

1. Décisions administratives individuelles défavorables relatives à l'un des éléments de rémunération mentionnés au premier alinéa de l'article 20 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée ;
2. Refus de détachement, de placement en disponibilité ou de congés non rémunérés prévus pour les agents contractuels aux articles 20, 22, 23 et 33-2 du décret du 17 janvier 1986 susvisé et 15, 17, 18 et 35-2 du décret du 15 février 1988 susvisé ;
3. Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la réintégration à l'issue d'un détachement, d'un placement en disponibilité ou d'un congé parental ou relatives au réemploi d'un agent contractuel à l'issue d'un congé mentionné au 2° du présent article ;
4. Décisions administratives individuelles défavorables relatives au classement de l'agent à l'issue d'un avancement de grade ou d'un changement de corps obtenu par promotion interne ;
5. Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la formation professionnelle tout au long de la vie ;
6. Décisions administratives individuelles défavorables relatives aux mesures appropriées prises par les employeurs publics à l'égard des travailleurs handicapés en application de l'article 6 sexies de la loi du 13 juillet 1983 susvisée ;
7. Décisions administratives individuelles défavorables concernant l'aménagement des conditions de travail des fonctionnaires qui ne sont plus en mesure d'exercer leurs fonctions dans les conditions prévues par les articles 1er des décrets du 30 novembre 1984 et du 30 septembre 1985 susvisés.

## **Article 7 : Adresse et modalités de saisine**

Les agents sont informés des délais de recours et modalités de saisine du médiateur par son employeur.

La décision administrative défavorable doit donc comporter expressément la médiation dans l'indication des délais et voies de recours (adresse du centre de gestion médiateur et/ ou mail de saisine). A défaut, le délai de recours contentieux ne court pas à l'encontre de la décision litigieuse. Le CDG 29 transmettra à la collectivité un modèle de formule indiquant les voies et délais de recours pour les décisions concernées (art 6).

Pendant la médiation, les parties peuvent s'entendre sur la suspension des effets de la décision litigieuse.

La saisine du médiateur interrompt le délai de recours contentieux et suspend les délais de prescription, qui recommencent à courir à compter de la date à laquelle soit l'une des parties ou les deux, soit le médiateur déclarent que la médiation est terminée.

Si le Tribunal Administratif est saisi dans le délai de recours d'une requête dirigée contre une décision entrant dans le champ de la médiation qui n'a pas été précédée d'un recours préalable à la médiation, le président de la formation de jugement rejette la requête par ordonnance et transmet le dossier au médiateur.

Le médiateur du CDG29 est saisi :  
soit par courrier portant la mention «confidentiel » adressé à :

Service médiation du CDG29  
7 Bd du Finistère – 29000 QUIMPER

Soit par courriel à l'adresse : [mediation@cdg29.bzh](mailto:mediation@cdg29.bzh)

accompagné de la décision litigieuse (décision explicite défavorable à l'agent ou, en cas de refus implicite, copie de la demande ayant fait naître cette décision).

## **Article 8 : Durée et fin du processus**

L'employeur s'engage à se prononcer dans les meilleurs délais sur toute demande de médiation proposée par le médiateur du Centre de Gestion.

La durée de la mission de médiation est de 3 mois, mais peut être prolongée une fois. Elle peut être interrompue à tout moment à la demande d'une partie ou du médiateur.

Chacune des parties peut être assistée de son conseil.

Lorsque les parties ne sont pas parvenues à un accord, le juge peut être saisi d'un recours dans les conditions normales (articles R. 413 et suivants du CJA).

## **Article 9 : Tarification**

Cette mission s'inscrit,

- pour les collectivités et établissements publics affiliés au C cotisation additionnelle,
- pour les collectivités non affiliées au CDG 29 adhérentes au socle commun, dans le cadre de leur cotisation.

Elle ne donne donc lieu à aucune facturation spécifique

### **Article 10 : Information des juridictions avant le 31 décembre 2018**

Le Centre de Gestion informe le Tribunal Administratif de Rennes et la Cour Administrative d'Appel de Nantes de la signature de la présente convention avant le 31 décembre 2018.

### **Article 11 : Actualisation et litiges nés de la convention**

Les mentions de la convention sont automatiquement actualisées en cas de modification de la réglementation associée au dispositif (textes cités en préambule).

Les litiges relatifs à la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Rennes.

Fait en 2 exemplaires à Quimper, le ...

Pour le CDG29,

Le Président,

Pour la communauté de communes du  
pays de Landerneau Daoulas

Pour le Président,  
Le vice-président délégué

**Yohann NEDELEC**

**Bernard GOALEC**